

Propos de Geneviève Guilbault

Oui, la ministre des Transports et de la Mobilité durable est responsable des transports collectifs

Montréal, le 25 avril 2024 — Plusieurs organisations oeuvrant en environnement et en mobilité durable jugent inacceptables et irresponsables [les propos](#) tenus hier par la ministre des Transports et de la Mobilité durable, Madame Geneviève Guilbault. Oui, le financement du transport collectif est une mission de l'État, même si les [règles de financement](#) favorisent les déplacements routiers depuis des décennies. Il est grand temps que l'ensemble des partenaires s'assoient et conviennent de solutions en prenant [leurs responsabilités](#). Il y a urgence d'agir.

Dans les pays modernes où la mobilité durable est un succès, les gouvernements nationaux jouent un rôle majeur, aux côtés des administrations municipales et régionales. Chacun des paliers y contribue en raison des bénéfices considérables qu'apportent les transports collectifs à l'ensemble des collectivités et des usagers des réseaux routiers. Le gouvernement Legault semblait l'avoir bien compris à travers la Politique de mobilité durable (qui vise une augmentation de l'offre de services de 5% chaque année), le chantier sur le financement lancé en 2019 et la volonté de lancer des grands projets structurants. Cependant, depuis quelques mois, il semble avoir perdu sa boussole dans le dossier.

« L'objectif sur lequel devrait s'entendre l'ensemble des paliers de gouvernement est qu'une reprise de la **croissance de l'offre** est nécessaire, partout au Québec. Aucune entente qui maintiendrait les transports collectifs dans un état de stagnation ne serait acceptable à nos yeux, et c'est de leur responsabilité à tous et toutes de trouver les moyens financiers pour y parvenir, y compris bien sûr le gouvernement du Québec », déclarent les représentants de **Trajectoire Québec, Équiterre, du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), du CRE-Montréal, de la Fondation David Suzuki, d'Accès Transport viables, de MOBI-O, de l'Association québécoise des médecins pour l'environnement, de Vivre en Ville, de Piétons Québec et de Vélo Québec.**

« Pensons à Québec, à Sherbrooke, à Trois-Rivières, à la Gaspésie, au Bas-St-Laurent, à Gatineau pour ne prendre que ceux-là : le transport collectif, c'est important partout! Les membres du gouvernement doivent cesser de tenir des propos divisifs entre le Grand Montréal et le reste du Québec. Les décideurs ne gagnent rien à se renvoyer la balle. Il doivent mettre en place des solutions pour réussir le virage vers la mobilité durable », ajoutent les représentants de l'ensemble des organisations.

Liste des signataires de ce communiqué:

Charles Bonhomme, responsable affaires publiques et communications, **Fondation David Suzuki**

Marie-Soleil Gagné, directrice générale, **Accès transports viables**

Anne-Catherine Pilon, analyste en mobilité durable, **Équiterre**

Emmanuel Rondia, directeur général, **Conseil régional de l'environnement de Montréal**

Sarah V. Doyon, directrice générale de **Trajectoire Québec**

Christian Savard, directeur général, **Vivre en Ville**

Jean-François Rheault, Président-directeur général, **Vélo Québec**

Patrick Robert-Meunier, directeur général de **MOBI-O**

Martin Vaillancourt, directeur général du **Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec**

Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur, **Alliance TRANSIT**

Florence Juncas-Adenot, professeure, **UQAM**

Patricia Clermont, **l'Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME)**

Sandrine Cabana-Degani, directrice générale, **Piétons Québec**

- 30 -

Renseignements

Alexander Walsh

514-601-2073

awalsh@copticom.ca